

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68-2820

**Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société EURALIS CEREALES pour
l'installation de silos de stockage de céréales qu'elle exploite à Marquefave (31390), lieu-dit
« Augé »**

N° 0 4 2

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (combustion) ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de gains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment la partie protection contre la foudre ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 1998 autorisant la société COOPEVAL à exploiter une installation de silos de stockage de céréales sur la commune de Marquefave ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2006 relatif aux installations de la société COOPEVAL à Marquefave ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 30 septembre 2008 délivré à la société EURALIS CEREALES ;

Vu le rapport du 28 mars 2017 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement faisant suite à la visite d'inspection effectuée le 24 mars 2017 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mis en conformité les installations contre la foudre conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, et ce malgré les observations récurrentes mentionnées dans les rapports de vérification de 2014 et 2017 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que toutes les mesures de prévention mentionnées à l'article 10.5 de l'arrêt préfectoral complémentaire du 3 août 2006, sont contrôlées ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fait effectuer au moins tous les deux ans, par un organisme, une mesure du débit rejeté des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère pour les séchoirs, conformément à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif à la rubrique 2910 soumise à déclaration ;

Considérant que l'information de la société EURALIS CEREALES prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 susvisés a été réalisée par lettre de l'inspection des installations classées en date du 28 mars 2017 ;

Considérant qu'il y a lieu de remédier aux dangers et aux inconvénients pour l'environnement que présente cette installation dans les conditions d'exploitation actuelles ;

Considérant qu'en conséquence il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société EURALIS CEREALES de régulariser sa situation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société EURALIS CEREALES, est mise en demeure, pour l'installation de silos de stockage de céréales qu'elle exploite sur la commune de Marquefave, lieu-dit « Augé », **sous un délai d'un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les articles suivants :

- article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 concernant le point « Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois » ;
- article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2006 relatif au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle , de signalisation et de sécurité ;

Et **sous un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif à la réalisation d'une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère pour les séchoirs.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société EURALIS CEREALES.

Art 4. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

Art. 5. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 10 MAI 2017

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Stéphane DAGUIN

